CET-099
2025-05-07
M-C. Paquette

Étude des crédits 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS **PARTICULIERS** DU **3E GROUPE D'OPPOSITION**

Ministère du Travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

Renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2025-2026 3e groupe d'opposition
1	Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2025-2026.
3	Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
8	Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.
10	Effectif du ministère du Travail rattaché au Bureau des permis.
11	Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.
13	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026.
14	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2020-2021, en 2021-2022, en 2022-2023, en 2023-2024 et en 2024-2025. Prévisions pour 2025-2026.
15	Liste de tous les conflits de travail, en 2020-2021, en 2021-2022 en 2022-2023, en 2023-2024 et en 2024-2025; identifier la chronologie des actions prises dans les différents dossiers.
26	Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.
27	Évolution du nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.
28	Depuis décembre 2015, nombre de dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.
30	Liste des projets informatiques depuis 10 ans : a. évolution des coûts pour chacun des dossiers; b. nombre de consultants externes et coûts associés; c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2022-2023), pour l'informatique et les technologies de l'information; d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
33	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
37	Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main- d'œuvre dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.
39	Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
40	Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail.
41	Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.
43	Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si le SCF a suggéré aux autres ministères et organismes impliqués dans le comité de produire une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.
47	Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis cinq ans, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours.
48	Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des cinq dernières années et de celle en cours.
49	Liste et copie des avis réalisés par le CCTM au cours des cinq dernières années en lien avec la modernisation du régime de santé et de sécurité du travail.
50	Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des cinq dernières années. Fournir l'objet de la plainte.
52	Liste des dépenses de fonctionnement par année depuis 10 ans.
53	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis cinq ans et prévisions pour 2025-2026.

Numéro	Renseignements particuliers 2025-2026 3e groupe d'opposition
54	Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des cinq dernières années.
55	Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant depuis cinq ans, par année financière.
56	Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs depuis cinq ans, par année financière.
57	Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles* depuis cinq ans, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.
58	Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis cinq ans, par année financière.
60	Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées depuis cinq ans, par année financière; fournir les prévisions pour 2025-2026.
61	Nombre d'avis demandés par la CNESST, même s'il n'y a pas de contestation, depuis cinq ans, par année financière.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3e GROUPE D'OPPOSTION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2024 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/travail/acces-information#c188396

5. Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Questions devant être adressées à un autre ministère ou organisme

6. Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :
   a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
   b. la liste des membres du conseil d'administration;
   c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
   d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation. **(CCQ, CNESST, TAT, RBQ)**

7. Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :
   a. des frais de déplacement;
   b. des frais de représentation;
   c. des frais de repas;
   d. des frais de voyage;
   e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc. **(CCQ, CNESST, TAT, RBQ)**

9. Depuis 5 ans, par année financière, Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région. **(CCQ, CNESST, TAT, RBQ)**

25. Liste des projets ou des activités liés au Plan Nord et à la stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail. **(ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)**

38. État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976. (**ministère des Affaires municipale et de l'Habitation)**

51 Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis cinq ans. Fournir une ventilation par région et les renseignements suivants :
   a. nom et adresse de l'entreprise;
   b. date de l'avis ou de la fermeture;
   c. type ou secteur d'activité de l'entreprise;
   d. nombre total d'employés de l'entreprise;
   e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
   f. motifs du licenciement **(ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)**

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

4. Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles*, et ce, depuis cinq ans.

16. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant du ministre du Travail.

17. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail.

18. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte de la loi sur les normes du travail. Liste des rencontres et des consultations.

19. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations.

20. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations.

21. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.

22. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum.

23. Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum.

24. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits.

31. Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

32. État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

34. Toute copie d'études d'impact économique portant sur de possibles changements quant au cloisonnement des régions de travail en construction que le ministère aurait commandées ou produites depuis 2000.

35. Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

36. État de situation du suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

42. État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

46. État d'avancement concernant des modifications législatives pour encadrer le travail bénévole dans le secteur de la construction.

62. État de situation en date du 31 mars 2022 de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail, publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.

Questions dont la réponse sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)

2. Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2025-2026.

12. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2020-2021 qui n'ont pas été reconduits en 2021-2022, en 2022-2023, en 2023-2024 et en 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Questions dont la réponse est déjà transmise dans le cadre d'une autre question

29. Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres).
(Référer à la réponse de la question 6 des renseignements généraux).

44. Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations (**réponse à la question 3RP33).**

45. Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations **(réponse à la question 3RP37).**

59. Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM depuis cinq ans, par année financière, et les prévisions pour 2025-2026. **(réponse à la question 3RP52)**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-01

Titre :
Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du MCN). Fournir également les prévisions pour 2025-2026.

Exposé et statistiques :

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information), pour la période du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025, s'élèvent à 3 123,2 k$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k$)	Interne	Externe	MCN	Total
Ministère du Travail	**11,1**	**3 111,3**	**0,8**	**3 123,2**

Pour la période du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025, les investissements s'élèvent à 143,7 k$ et se détaillent comme suit :

Dépenses en investissement (k$)	Interne	Externe	MCN	Total
Ministère du Travail	**0,0**	**132,2**	**11,5**	**143,7**

Les dépenses d'exploitation et d'investissements de la catégorie « Externe » (au total de 3 243,50 $) incluent les dépenses d'impartition du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale qui représentent 3 229,4 k$.

SOURCE : DGRFC/DEBF/SCRFI - MESS
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 11 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-03

Titre :
Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Exposé et statistiques :

Voir la liste ici-bas.

Les coûts liés à la participation à ces comités englobent les frais annuels de transport, d'hébergement, de repas ou de visioconférence, s'il y a lieu, pour l'ensemble des participants du ministère. Ils sont prévus à l'intérieur des activités régulières du ministère.

Cette liste n'inclut pas :

- les comités formés du ministère et d'un seul autre ministère ou organisme visant la mise en œuvre d'une entente administrative;
- les comités opérationnels émanant de comités plus stratégiques; les conseils d'administration.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 19 février 2025

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation
Comité directeur Accès-construction	**Mandat :** Lutter contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction. Il est coordonné par le MTRAV. Il relève d'un comité stratégique qui est coordonné par le ministère des Finances. **Principaux livrables** : Établir les orientations et les priorités d'action pour lutter contre l'évasion fiscale, le travail au noir et le non-respect des autres obligations légales dans le secteur de la construction; Assurer et optimiser l'échange d'information entre les MO.	MTRAV	17	MESS (incluant le RE); Revenu Québec; CCQ; RBQ; DPCP; MFQ; CNESST; AMP	0 $
Table de coordination interministérielle sur les travailleurs étrangers temporaires (TET)	**Mandat** : Coordonner l'action du gouvernement du Québec dans le cadre de divers dossiers relatifs aux TET. Plus concrètement, il s'agit pour ses membres : • De mener des travaux en vue de répondre aux différentes demandes adressées au gouvernement du Québec par ses différents partenaires; • D'assurer la collaboration interministérielle et la cohérence des actions du gouvernement du Québec dans les dossiers en lien avec les TET incluant leur protection; • De partager de l'information pertinente et échanger sur divers enjeux ou autres thématiques d'actualité en lien avec les TET.	MIFI	20	MIFI, MTRAV, MESS, MAPAQ, MSSS, CNESST, SHQ	0 $
Comité interministériel sur les droits de la personne	**Mandat :** Positionner, renforcer et faire connaître de l'action du gouvernement du Québec en matière de droits de la personne.	MRIF	17	MAMH, MEQ, MES, MFA, MIFI, MJQ, MRIF, MSP, MSSS, MEI, OPHQ, SAA, SCF, SHQ, SQRC, MCE (Bureau de lutte contre le racisme), MTRAV	0 $

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation
Comité interministériel sur la révision des critères de détermination du salaire minimum	**Mandat :** Revoir la méthodologie de détermination des impacts du salaire minimum, réviser et donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum. **Principal livrable :** Donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.	MTRAV	14	MESS; MFQ; CNESST; SCF; SCT; MEIE	0 $
Association canadienne de la législation ouvrière (ACALO)	**Mandat :** L'Association compte parmi ses objectifs les suivants : a) encourager la collaboration parmi les membres; b) favoriser l'étude et l'échange d'opinions et d'expériences sur l'exécution et la mise en application de la législation ouvrière; c) encourager les recherches sur des questions se rapportant à l'activité des ministères du Travail; d) favoriser l'excellence dans la mise en application de la législation ouvrière.	Gouvernement fédéral	28	MTRAV (BSM)	2 075,25$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation
Comités interministériels en violence sexuelle et en violence conjugale – Comité d'orientation	**Mandat :** Le Comité d'orientation a pour mandat d'assurer une vision commune gouvernementale afin de soutenir la cohérence et l'efficacité des actions gouvernementales en matière de violence sexuelle (agression sexuelle, exploitation sexuelle et harcèlement sexuel) et de violence conjugale et familiale, aussi en contexte autochtone. **Principaux livrables** : mise en œuvre de la Stratégie intégrée en violence et autres plans d'action et engagements gouvernementaux en matière de violence sexuelle ou de violence conjugale et familiale.	Secrétariat à la condition féminine	70	MJQ, MSSS, SHQ, MSP, SRPNI, DPCP, MTRAV, SAJ, MEQ, MES, MESS, CNESST, MCC, CSF, OPHQ, MFA, SHQ, MIFI, MAMH	0 $
Comité interministériel en violence sexuelle et en violence conjugale – niveau directeur	**Mandat :** Le Comité interministériel de niveau directeur a pour mandat d'assurer la mise en œuvre et le suivi des actions gouvernementales en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et familiale, y incluant en contexte autochtone **Principaux livrables** : élaborer de nouvelles initiatives, suivant les décisions du comité d'orientation,	Secrétariat à la condition féminine	52	MJQ, MSSS, SHQ, MSP, SRPNI, DPCP, MTRAV, SAJ, MEQ, MES, MESS, CNESST, MCC, CSF, OPHQ, MFA, SHQ, MIFI, MAMH	0 $

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation
Comité interministériel sur la conciliation travail-famille-études et sur la précarisation financière des personnes proches aidantes	**Mandat :** En matière de conciliation emploi-famille-études et de précarisation financière en lien avec les tâches des personnes proches aidantes, favoriser le partage d'information et la discussion, susciter une réflexion interministérielle sur des leviers et des actions potentielles, identifier les besoins de connaissances, établir une vision commune des actions à réaliser et recommander des actions en prévision d'un 2e plan d'action gouvernementale. **Principaux livrables :** Proposer et mettre en œuvre des actions concertées qui répondent aux besoins des personnes proches aidantes.	MSSS	16	MTRAV, MESS (DPLPAC), CNESST, MFA, MEQ, MES, OPHQ, Retraite Québec, MFQ, SAJ, SCF	0 $
Comité de travail interministériel sur l'intimidation	**Mandat :**Suivi de la mise en œuvre des mesures du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025. **Principal livrable** : Élaboration du prochain plan d'action gouvernemental.	MFA	35	CNESST, DPCP, MAMH, MCE, MEQ, MES, MIFI, MJQ, MSP, MSSS, MTRAV(DPT), OPHQ, SAJ, SCF, SCG, SRPNI	0 $

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation
Comité du plan d'action gouvernemental 2024-2029 issu de la Politique Vieillir et vivre ensemble	Proposer des mesures structurantes à développer pour le plan d'action gouvernemental 2024-2029	Secrétariat aux aînés			0 $
Comité sur Plan d'action interministériel 2 (PAI 2) de la Politique gouvernementale de prévention en santé	**Mandat** : Suivi de la mise en œuvre du plan d'action ministériel (PAI) de la politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS)	MSSS	N/D	MSS, MAPAQ, MSP, MEI, MEQ, MELCC, NAMH, MFQ, MTQ, MCE, MESS, MTRAV, INSPQ, OPHQ, EBQ, SHQ	0 $
Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS)	**Mandat** : Mise en œuvre de leurs mesures de lutte contre la pauvreté. **Principal livrable** : Proposition d'un plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale.	MESS	48	MTRAV (DEIT), SRQEA, MELCCFP, MSP, RQ, MTO, MCC, MTMD, MAPAQ, SCF' MRIF, SRPNI, OPHQ, MJQ, MSSS, MEIE, MFQ, MIFI, MAMH, MES, MEQ	0 $
Comité stratégique en habitation (SMA) • Comité d'accélération pour la réalisation de projets d'habitation	**Mandat :** Assurer un suivi opérationnel des mises en chantier et projets de construction anticipés et ceux en cours dans les différentes régions du Québec. Assurer un suivi proactif de la réalisation des projets par la participation d'un réseau de répondants interministériels Suivre le développement et les enjeux dans les projets et à trouver des solutions opérationnelles aux diverses problématiques qui lui sont soumises	SHQ	10	MTRAV, RBQ, SHQ, MAM, MH, MCC, MELCCFP, MEIE, MCE	0 $

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation
Comité sur le Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2023-2028	Suivre la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2023-2028	Secrétariat à la condition féminine	N/D	MESS, MTRAV, MAMH, MCC, MEI, MEQ, MES, MFQ, MFA, MIFI, MJQ, MRIF, MSP, MSS, MTO, OPHQ, OPQ, RQ, SA, SAJ, SCF, SQ, SQRC, SRPNI, BC, BLCHT, CDPDJ, CNESST, DEC, ENPQ	0 $
Comité sur le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 (PLP4)	Mandat : Le Comité a pour mandat de conseiller le ministre responsable de l'application de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des actions menées dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Livrables : propositions d'action	MESS	54	MTRAV (DEIT), MEQ, MES, MAMH, MIFI, MFA, MFQ, MEIE, OPHQ, SRPNI, SA, SCF, MAPAQ, MTMD, MCC, MTO, RQ, MJQ, MRNF, SHQ, SAJ, MSP, MELCCFP, SRQEA	0 $
Comité de suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique *À part entière*	Mandat : Le mandat de ce comité est de soutenir la mise en œuvre des pistes de solution identifiées dans le rapport *Pour une meilleure réponse aux besoins essentiels des personnes handicapées: une analyse des programmes et pistes de solution* – Rapport sur les pistes de solution visant la coordination et la collaboration à des travaux interministériels sur des obstacles persistants à la participation sociale des personnes handicapées. Livrable : réalisation des 43 recommandations des trois rapports d'évaluation de la politique *À part entière* – Phase 2, au 30 novembre 2022. L'état de réalisation des recommandations de la politique se situe à 86% au 31 mars 2024.	OPHQ	20	MTRAV, MEQ, MES, MAMH, OPHQ, MTMD, SHQ, CAG, CDPJ, MFA, MSSS, MESS, RAMQ, RBQ, SCT, SQI	0 $
Compétence Culture avec le MESS et MCC	Mise en œuvre du plan d'action pour les ressources humaines en culture 2023-2028	MCC	N/D	MCC, MESS, MTRAV	0 $

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation
Comité de suivi des recherches financées dans le cadre de l'action concertée (Programme de recherche sur la santé psychologique au travail)	Suivre l'état d'avancement des recherches financées	Fonds de recherche du Québec société et culture (FRQSC)	N/D	CNESST, IRSST, MSSS, MESS, MTRAV, RAMQ, RQ, SCF, SCT, FRQSC	0$
Comité directeur - Main-d'œuvre en construction	**Mandat** : Établir des stratégies communes pour répondre aux besoins d'Hydro-Québec et assurer une coordination gouvernementale des besoins de main-d'œuvre en construction. Le comité directeur coordonne trois groupes de travail : - Groupe de travail – Augmentation de la main-d'œuvre (MESS) - Groupe de travail – rehaussement de la productivité (MEIE) - Groupe de travail - Réduction des besoins de main d'œuvre/encadrement législatif et réglementaire (MTRAV)	MESS	15-20	MTRAV, MESS, MEIE, MEQ, MCE, MIFI, Hydro Québec, CCQ	0 $
Groupe de travail visant à développer des normes québécoises reflétant les exigences fédérales sur le logement des TET	**Mandat** : Développer des normes québécoises reflétant les exigences d'Emploi et développement social Canada (EDSC) en matière de logement des travailleurs étrangers agricoles.	MIFI	15	MIFI, MSSS, MAPAQ, MTRAV, MESS, CNESST, RBQ, SHQ	0 $
Comité suivi de l'entente Québec-Kahnawake en matière de travail	**Mandat** : Assurer la mise en œuvre de l'entente entre le gouvernement du Québec et le Conseil de bande de Kahnawake.	SRPNI	--	MTRAV (BSM), SRPNI, CNESST, CCQ,	0 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-08

Titre :
Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.

Exposé et statistiques :

Seules les associations visées par la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (Loi R-20) peuvent obtenir un permis de service de référence de main-d'œuvre.

Les critères d'octroi de permis sont définis par la Loi R-20 et le Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction. En plus de remplir le formulaire de demande de permis, le demandeur doit fournir les documents suivants, qui doivent être transmis au Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre :

1. l'acte de constitution de l'association;
2. ses règlements et statuts;
3. un document faisant foi de son affiliation à une association représentative, le cas échéant;
4. une copie certifiée de la résolution autorisant la demande de permis, laquelle doit indiquer tout métier, toute occupation et toute région qu'elle vise;
5. une déclaration assermentée du président de l'association ou de son répondant faisant état de l'existence ou de l'absence de condamnations criminelles ou pénales au cours des cinq années précédant la demande concernant chacun des dirigeants ou représentants de l'association en fonction au moment de la demande et, en cas de condamnation, les documents en attestant;
6. s'il y a lieu, l'association de salariés liée qui demande un permis doit transmettre une entente écrite dans laquelle les deux associations liées confirment leur volonté à l'effet que l'association demanderesse soit celle qui, des deux, sera responsable de la référence de leurs membres concernant tout métier, toute occupation et toute région que vise l'entente.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques / Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : **2025-02-20**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-10

Titre :
Effectif du ministère du Travail rattaché au Bureau des permis.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025, une employée à temps complet est rattachée au Bureau des permis afin d'en assurer les mandats. Par ailleurs, une directrice, une professionnelle ainsi qu'une technicienne en administration effectuent des tâches à temps partiel pour le Bureau des permis, tout en assumant d'autres responsabilités au Ministère.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques
Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2025-02-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-11

Titre :
Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025, le Bureau des permis a reçu trois (3) demandes de renouvellement de permis.

Ces associations respectaient l'ensemble des conditions et un permis personnalisé valide leur a été délivré.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques / Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2025-02-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-13

Titre :
Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026.

Exposé et statistiques :

Les renseignements sont disponibles dans le Budget de dépenses 2025-2026.

SOURCE : DGRFC/DEBF/SEB - MESS
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 11 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-14

Titre :
Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2021-2022, en 2022-2023, en 2023-2024 et en 2024-2025. Prévisions pour 2025-2026.

Exposé et statistiques :

Budget 2025-2026

Aucune nouvelle initiative et aucune majoration à un programme existant n'a été annoncée au Plan budgétaire du 25 mars 2025 pour l'exercice 2025-2026.

Budget 2024-2025

Une nouvelle mesure a été annoncée dans le Plan budgétaire du 12 mars 2024 pour le Ministère pour:

- Offrir un accompagnement et un soutien juridique en cas de harcèlement en milieu de travail : 2,4 M$ sur 4 ans à compter de 2024-2025.

SOURCE : DGRFC/DEBF/SEB - MESS
COLLABORATION : s. o.
VALIDATION : s. o.
DATE : 27 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-15

Titre :
Liste de tous les conflits de travail en 2021-2022, en 2022-2023, en 2023-2024 et en 2024-2025 identifier la chronologie des actions prises dans les différents dossiers.

Exposé et statistiques

Liste de tous les arrêts de travail, du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025, dans lesquels une intervention en médiation-conciliation a eu lieu.

Voir l'annexe jointe.

SOURCE :	BSMA-Relations du travail et politiques/Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail
COLLABORATION :	Direction des études et de l'information sur le travail
VALIDATION :	
DATE :	2025-03-21

Conflits de travail secteur public et parapublic								
Employeur principal	**Nom de l'association**	**Statut de l'arrêt de travail**	**Date assignation**	**Début de l'arrêt de travail**	**Fin de l'arrêt de travail**	**Commentaires sur la période d'arrêt de travail**	**Date conclusion**	**Conclusion**
Agence du revenu du Québec	Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec	Grève	2025-01-17	2025-01-18		Grève à durée indéterminée		Dossier en cours
Collège Trinité	Syndicat du personnel du Collège Trinité	Grève	2024-04-18	2024-09-03			2024-11-11	Entente conclue en conciliation
Commission scolaire Crie Crie school board	Syndicat des professionnelles et professionnels en milieu scolaire du Nord-Ouest (SPPMSNO-CSQ)	Grève	2024-09-05	2024-09-08		Grèves sporadiques		Dossier en cours
Commission scolaire Crie Crie school board	Association des employés du Nord québécois (CSQ)	Grève	2024-01-12	2024-11-15			2025-01-25	Entente conclue en médiation
Commission scolaire Kativik	Association des employés du Nord québécois (CSQ)	Grève	2024-12-20	2025-01-16	2025-01-21			Dossier en cours
École de technologie supérieure	Syndicat des chargé-es de cours de l'École de technologie supérieure - Services des enseignements généraux (SCCÉTS-SEG)	Grève	2023-11-24	2024-09-24			2024-11-22	Entente conclue en conciliation
Institut canadien de Québec	Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce. Section locale 501	Grève	2024-03-18	2024-03-01	2024-06-14		2024-06-10	Entente conclue en conciliation
Office d'habitation de l'Outaouais	Fédération des employées et employés de services publics - (FEESP - CSN)	Grève	2024-03-20	2024-06-26			2024-10-01	Entente conclue en médiation
Office municipal d'habitation de Longueuil	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 5499	Grève	2024-03-12	2024-06-25			2024-08-20	Intervention conclue sans entente après médiation obligatoire
Société de transport de Sherbrooke (STS)	Syndicat des chauffeures et chauffeurs de la Société de transport de Sherbrooke section locale 3434 du SCFP	Grève	2024-09-10	2024-09-09			2024-11-12	Entente conclue en médiation

Conflits de travail secteur public et parapublic								
Employeur principal	**Nom de l'association**	**Statut de l'arrêt de travail**	**Date assignation**	**Début de l'arrêt de travail**	**Fin de l'arrêt de travail**	**Commentaires sur la période d'arrêt de travail**	**Date conclusion**	**Conclusion**
Société des alcools du Québec	Syndicat des employés de magasin et de bureau de la Société des alcools du Québec	Grève	2024-10-03	2024-04-24			2024-11-26	Entente conclue en conciliation
Société des établissements de plein air du Québec	Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce Section locale 501	Grève	2024-08-20	2024-01-29		Grèves sporadiques		Dossier en cours
Société des traversiers du Québec	Syndicat des métallos	Grève	2024-03-14	2024-06-05	2024-06-07			Dossier en cours
Société des traversiers du Québec	Syndicat des métallos	Grève	2024-01-25	2024-06-21	2024-06-22			Dossier en cours
Société des traversiers du Québec	Syndicat des métallos section locale 9599	Grève	2024-03-12	2024-07-19	2024-07-24			Dossier en cours
Société des traversiers du Québec	Syndicat des employées et employés de la STQ de Matane-Baie-Comeau-Godbout	Grève	2024-07-19	2024-07-22	2024-08-02			Dossier en cours
Société des traversiers du Québec	Syndicat des métallos section locale 9599	Grève	2024-01-09	2024-06-29	2024-07-21			Dossier en cours
Société des traversiers du Québec	Syndicat des employées et employés de la STQ de Matane-Baie-Comeau-Godbout	Grève	2024-07-19	2024-07-22	2024-07-26			Dossier en cours
Université Concordia	Syndicat des travailleuses et travailleurs des métiers de Concordia - CSN	Grève	2024-04-26	2024-04-18	2024-05-30		2024-11-12	Entente conclue en conciliation
Université McGill	Association of McGill Professors of Law (AMPL) / Association mcgillienne des professeur.e.s de droit (AMPD)	Grève	2023-03-30	2024-02-13			2024-08-15	Déféré à l'arbitrage - première convention collective
Université McGill	Association des étudiants-es diplômés-es employés-es de McGill / Association of Graduate Students Employed at McGill	Grève	2024-02-28	2024-03-25	2024-04-15		2024-04-19	Entente conclue en conciliation
Ville de Mont-Laurier	Syndicat des travailleurs et des travailleuses de la Ville de Mont-Laurier (CSN)	Grève	2024-02-29	2024-03-12	2024-06-12		2024-07-11	Entente conclue en médiation

Conflits de travail secteur public et parapublic								
Employeur principal	**Nom de l'association**	**Statut de l'arrêt de travail**	**Date assignation**	**Début de l'arrêt de travail**	**Fin de l'arrêt de travail**	**Commentaires sur la période d'arrêt de travail**	**Date conclusion**	**Conclusion**
Ville de Mont-Tremblant	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Ville de Mont-Tremblant - CSN	Grève	2024-11-26	2024-11-25	2024-12-12		2024-12-12	Entente conclue en médiation obligatoire sans prolongation
Ville de Québec	Syndicat canadien de la fonction publique - (SCFP - FTQ)	Grève	2025-01-05	2024-06-21		Grèves sporadiques		Dossier en cours
Ville de Saint-Constant[1]	Syndicat canadien de la fonction publique Section locale 2566	Grève	2024-04-10	2024-04-20			2024-11-11	Intervention conclue sans entente après médiation obligatoire avec prolongation
Ville de Saint-Constant[1]	Syndicat canadien de la fonction publique Section locale 2566	Grève	2024-04-10	2024-04-20			2024-11-11	Intervention conclue sans entente après médiation obligatoire
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac[2]	Syndicat canadien de la fonction publique Section locale 2804	Grève	2024-01-11	2023-11-28	2024-07-17		2024-08-16	Entente conclue en médiation
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac[2]	Syndicat canadien de la fonction publique Section locale 1962 (FTQ)	Grève	2024-01-11	2023-11-28	2024-06-10		2024-08-16	Entente conclue en médiation
Ville de Saint-Georges	Syndicat des travailleuses et travailleurs municipaux de la Ville de Saint-Georges - CSN	Grève	2024-04-18	2024-02-03			2024-11-11	Entente conclue en médiation

1 : Négociation regroupée de deux accréditations

2 : Négociation regroupée de deux accréditations

Conflits de travail autres secteurs								
Employeur principal	**Nom de l'association**	**Statut de l'arrêt de travail**	**Date assignation**	**Début de l'arrêt de travail**	**Fin de l'arrêt de travail**	**Commentaires sur la période d'arrêt de travail**	**Date conclusion**	**Conclusion**
3428826 Canada Ltée à titre de prête-nom pour Cadbridge Investors LP. Queen Elizabeth Hotel LP et Société d'exploitation FHR QEH[3]	Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'Hôtel Reine Elizabeth - CSN	Grève et lock-out	2024-04-04	2024-07-15		Lock-out depuis le 20 novembre 2024		Dossier en cours
3428826 Canada Ltée à titre de prête-nom pour Cadbridge Investors LP. Queen Elizabeth Hotel LP et Société d'exploitation FHR QEH[3]	Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'Hôtel Reine Elizabeth - CSN	Grève et lock-out	2024-04-04	2024-07-28		Lock-out depuis le 20 novembre 2025		Dossier en cours
3428826 Canada Ltée à titre de prête-nom pour Cadbridge Investors LP. Queen Elizabeth Hotel LP et Société d'exploitation FHR QEH[3]	Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'Hôtel Reine Elizabeth - CSN	Grève et lock-out	2024-04-04	2024-07-28		Lock-out depuis le 20 novembre 2024		Dossier en cours
6300 Transcanada Montreal Hospitality inc.[3]	Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'Hôtel Quality Suites Pointe-Claire (CSN)	Grève	2024-09-03	2024-08-30			2024-11-11	Entente conclue en conciliation
9030-2886 Québec inc. (Hôtel Fairfield by Marriott Montreal Downtown)[3]	Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'Hôtel Fairfield Montréal Centre-ville - CSN	Grève	2024-07-15	2024-08-21			2024-11-22	Entente conclue en conciliation
9126-7393 Québec inc.[3]	Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'Hôtel Quality - CSN	Grève	2024-08-30	2024-06-29			2024-10-18	Entente conclue en conciliation
9170-4767 Québec inc. / Services d'hospitalité RIMAP inc.[3]	Syndicat des travailleuses et travailleurs du Hilton Garden Inn - CSN	Grève	2024-07-23	2024-08-08		Grève à durée déterminée		Dossier en cours
9312-5581 Québec inc.[3]	Syndicat des travailleurs(euses) du Bonaventure (CSN)	Grève et lock-out	2024-04-22	2024-07-20			2024-10-15	Entente conclue en conciliation
Air Liquide Canada inc.	Syndicat des travailleurs de Air Liquide. Centre de distribution de Varennes - CSN	Grève	2024-05-30	2024-07-06			2024-11-12	Entente conclue en conciliation
Autobus Boulay inc.	Syndicat des chauffeurs scolaires de Pointe-aux-Outardes (CSN)	Grève	2024-03-28	2024-03-12	2024-06-21		2024-06-19	Entente conclue en conciliation

Conflits de travail autres secteurs								
Employeur principal	**Nom de l'association**	**Statut de l'arrêt de travail**	**Date assignation**	**Début de l'arrêt de travail**	**Fin de l'arrêt de travail**	**Commentaires sur la période d'arrêt de travail**	**Date conclusion**	**Conclusion**
Autobus des Cantons inc.	Syndicat des travailleuses et des travailleurs du transport scolaire des autobus des Cantons-CSN	Grève	2025-02-14	2024-04-18			2024-11-22	Entente conclue en conciliation
Autobus Germain Perreault inc.	Syndicat des travailleurs des Autobus Germain Perreault (CSN)	Grève	2024-11-21	2024-05-01	2024-05-07			Dossier en cours
Autobus Idéal inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs des Autobus Idéal - CSN	Grève	2024-04-18	2024-04-16	2024-05-10		2024-09-06	Entente conclue en conciliation
Autobus Voltigeurs inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs des Autobus Voltigeurs - CSN	Grève	2024-02-23	2024-02-22	2024-06-09		2024-07-23	Entente conclue en conciliation
Béton Provincial Ltée	Syndicat des travailleurs de Demix (LaSalle - Longueuil) - CSN	Grève et lock-out	2024-11-29	2024-12-05		Lock-out depuis le 5 décembre 2024		Dossier en cours
Brandt Tractor Ltd.	Syndicat national des employés de garage du Québec inc.	Grève	2021-09-16	2023-05-25		Grève à durée indéterminée		Dossier en cours
Brissette & frères Ltée	Syndicat des chauffeurs d'autobus de Brissette & Frères (CSN)	Grève	2024-04-17	2024-11-11	2024-12-20		2025-01-15	Entente conclue en conciliation
Canadoil Forge Ltd.	Unifor	Grève	2025-02-21	2024-07-29	2024-09-24		2024-09-27	Entente conclue en conciliation
Capsules Amcor Flexibles Canada inc.	Syndicat des travailleuses et des travailleurs d'Amcor-CSN	Grève	2023-10-27	2024-02-18	2024-04-29		2024-07-23	Entente conclue en conciliation
Centre l'Entre-Toit	Syndicat des travailleuses et travailleurs en intervention communautaire - CSN	Grève	2023-11-14	2024-07-02			2025-03-14	Entente conclue en conciliation
Ciment Québec inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs de Unibeton - CSN	Grève	2024-07-05	2024-10-08	2024-10-24		2024-11-22	Entente conclue en conciliation

Conflits de travail autres secteurs								
Employeur principal	**Nom de l'association**	**Statut de l'arrêt de travail**	**Date assignation**	**Début de l'arrêt de travail**	**Fin de l'arrêt de travail**	**Commentaires sur la période d'arrêt de travail**	**Date conclusion**	**Conclusion**
Collège Regina Assumpta (1995)	Syndicat des enseignantes et des enseignants du Collège Regina Assumpta - CSN	Grève	2024-09-13	2023-10-05	2024-06-10		2024-06-11	Entente conclue en conciliation
Construction DJL inc.	Syndicat des travailleurs de Continental Asphalte (CSN)	Grève	2024-04-16	2024-08-01			2024-08-19	Entente conclue en conciliation
Corporation MacDonald. Dettwiler et Associés	Syndicat des travailleuses et travailleurs de MDA Espace - CSN	Grève	2023-11-03	2024-05-08			2024-09-18	Entente conclue en conciliation
Flexmaster Canada Ltd. - Division Techose	Syndicat des salariés de Heeg (CSD)	Grève et lock-out	2023-10-12	2024-03-06	2024-09-27		2024-07-23	Entente conclue en conciliation
Gil-Ber inc.	Syndicat des travailleurs des Autobus Gil-Ber (CSN)	Grève	2024-11-21	2024-04-10	2024-05-07			Dossier en cours
Groupe BMR inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs des entrepôts du Groupe BMR - CSN	Grève	2024-06-21	2024-07-10	2024-08-19		2024-11-12	Entente conclue en conciliation
Groupe hôtelier Grand Château inc.[3]	Syndicat des travailleuses et travailleurs de Hilton Laval - (CSN)	Grève	2024-09-20	2024-08-08	2024-09-23		2024-09-23	Entente conclue en conciliation
Highland Park Hotels inc.[3]	Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'Hôtel Delta de Sherbrooke (CSN)	Grève	2024-09-16	2024-08-08			2024-09-30	Entente conclue en conciliation
Hôtel R.C.M. inc.[3]	Syndicat des travailleurs-euses du Ritz Carlton (CSN)	Grève	2024-09-16	2024-08-08			2024-11-06	Entente conclue en conciliation
Hôtel R.C.M. inc.[3]	Syndicat des travailleurs-euses du Ritz Carlton (CSN)	Grève	2024-08-13	2024-08-08			2024-11-06	Entente conclue en conciliation
Hotellus Montréal Services inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'Hôtel Méridien de Montréal (CSN)	Grève et lock-out	2024-08-14	2024-08-01			2024-11-01	Entente conclue en conciliation
Innvest Hotels I LP opérant sous le nom de Comfort Inn Baie-Comeau	Syndicat des Métallos. Section locale 7065	Grève	2024-04-11	2024-03-22		Grève à durée indéterminée		Dossier en cours

Conflits de travail autres secteurs								
Employeur principal	**Nom de l'association**	**Statut de l'arrêt de travail**	**Date assignation**	**Début de l'arrêt de travail**	**Fin de l'arrêt de travail**	**Commentaires sur la période d'arrêt de travail**	**Date conclusion**	**Conclusion**
Le Citadin 2022 inc.	Fédération de la santé et des services sociaux - (FSSS - CSN)	Grève	2023-03-08	2024-06-26	2024-08-26		2024-08-26	Entente conclue en conciliation
Les Autobus Gaudreault inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs des Autobus Gaudreault - CSN	Grève	2024-10-31	2024-11-11	2024-12-20		2025-01-15	Entente conclue en conciliation
Les Produits Forestiers D&G Ltée	Fédération de l'industrie manufacturière (FIM - CSN)	Grève	2024-06-19	2024-06-12			2024-10-08	Entente conclue en conciliation
Les Produits Forestiers D&G Ltée	Fédération des travailleurs et des travailleuses du papier et de la forêt - (FTPF - CSN)	Grève	2024-06-19	2024-06-12			2024-10-08	Entente conclue en conciliation
Librairie Renaud-Bray inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs de Librairie Renaud-Bray (CSN)	Grève	2024-12-18	2024-11-22		Grève à durée indéterminée		Dossier en cours
Loblaws inc. faisant affaire sous Provigo	Syndicat des travailleurs et travailleuses de Presto libre-service de la région de Québec (CSN)	Grève et lock-out	2023-05-24	2023-06-09	2024-04-30		2024-04-25	Entente conclue en conciliation
McKesson Canada	Syndicat des travailleuses et travailleurs de McKesson Drummondville - CSN	Grève	2024-08-14	2024-07-25	2024-09-16		2024-09-18	Entente conclue en conciliation
Prelco Montréal inc.	Confédération des syndicats nationaux CSN - Org.	Grève et lock-out	2024-05-07	2024-06-19			2024-11-25	Entente conclue en conciliation
Produits Kruger inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs des pâtes et papiers de Crabtree inc.	Grève	2024-04-16	2024-03-22	2024-06-20		2024-07-15	Entente conclue en conciliation
Quincaillerie Richelieu Ltée	Syndicat des Teamsters - FTQ	Grève	2024-02-28	2024-06-17	2024-07-12		2024-07-23	Entente conclue en conciliation
Rising Star Hospitality inc.[3]	Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'Hôtel Côte-de-Liesse - CSN	Grève	2024-10-01	2024-09-22			2025-01-31	Entente conclue en conciliation
Rona inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs de Rona l'entrepôt Anjou - CSN	Grève et lock-out	2024-03-07	2024-05-04	2024-05-23		2024-06-01	Entente conclue en conciliation

Conflits de travail autres secteurs								
Employeur principal	**Nom de l'association**	**Statut de l'arrêt de travail**	**Date assignation**	**Début de l'arrêt de travail**	**Fin de l'arrêt de travail**	**Commentaires sur la période d'arrêt de travail**	**Date conclusion**	**Conclusion**
Safran Systèmes d'atterrissage Canada inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs de Safran - CSN	Grève	2024-06-07	2024-05-22	2024-07-03		2024-07-06	Entente conclue en conciliation
Société Bélu inc.	Syndicat des employés-es du Centre de ski Mont-Belu (CSN)	Grève	2023-12-20	2024-10-01		Grève à durée indéterminée		Dossier en cours
Société de développement culturel de Terrebonne (SODECT/TVT)	Alliance internationale des employés de scène et de cinéma - Section locale 56	Grève	2024-02-05	2024-02-05	2024-07-25		2024-06-12	Entente conclue en conciliation
Société en commandite Château Champlain [3]	Syndicat des travailleuses et travailleurs du Marriott Château Champlain - CSN	Grève et lock-out	2024-08-15	2024-07-28			2024-10-29	Entente conclue en conciliation
Société en commandite Château Champlain[3]	Syndicat des travailleuses et travailleurs du Marriott Château Champlain - CSN	Grève et lock-out	2024-08-15	2024-07-28			2024-10-29	Entente conclue en conciliation
Société zoologique de Granby inc.	Syndicat national des salariés de la Société zoologique de Granby (CSN)	Grève et lock-out	2024-05-26	2024-07-09			2025-02-26	Entente conclue en conciliation
Stablex Canada inc.	Unifor - Section locale 171	Grève	2024-10-23	2024-09-23			2024-12-01	Dossier conclu sans intervention
Starwood Canada ULC	Syndicat des travailleuses et travailleurs de W Hôtel Montréal - CSN	Grève	2024-08-23	2024-09-01			2024-11-22	Entente conclue en conciliation
Stéricycle ULC	Syndicat des travailleuses et travailleurs de Shred-It - CSN	Grève	2024-04-26	2024-04-10			2024-10-26	Entente conclue en conciliation
Syndicat des professionnelles et professionnels de recherche de l'Université Laval	Syndicat des employées et employés professionnels-les et de bureau. Section locale 574. SEPB CTC-FTQ	Grève	2024-01-11	2024-02-27	2024-06-19		2024-06-04	Entente conclue en conciliation
Termaco Ltée	Syndicat des métallos - FTQ	Grève	2024-02-28	2024-06-17			2024-08-22	Entente conclue en conciliation
Terrapure BR LP	Syndicat des travailleurs du plomb ville Sainte-Catherine - CSN	Lock-out	2023-12-07	2024-03-11	2024-07-24		2024-07-24	Entente conclue en conciliation

Conflits de travail autres secteurs								
Employeur principal	**Nom de l'association**	**Statut de l'arrêt de travail**	**Date assignation**	**Début de l'arrêt de travail**	**Fin de l'arrêt de travail**	**Commentaires sur la période d'arrêt de travail**	**Date conclusion**	**Conclusion**
The ILSC Education Group inc.	Syndicat des travailleurs et travailleuses ILSC (Montréal) - CSN	Grève	2023-11-22	2023-11-22	2024-04-24		2024-09-16	Entente conclue en conciliation
Transcollin inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs de Transcollin - CSN	Grève	2024-10-31	2024-11-11	2024-12-20		2025-01-15	Entente conclue en conciliation
Transdev Québec inc. (division Autobus de l'Estrie)[4]	Syndicat des travailleuses et travailleurs des Autobus de l'Estrie - CSN	Grève	2024-06-04	2024-04-18	2024-06-06		2024-07-11	Entente conclue en conciliation
Transdev Québec inc. (division Autobus La Sapinière)[4]	Syndicat des travailleuses et travailleurs des Autobus La Sapinière - CSN	Grève	2024-06-04	2024-04-18	2024-06-06		2024-07-08	Entente conclue en conciliation
Viterra inc.	Unifor. Section locale 2022	Grève	2024-05-24	2024-05-26	2024-09-16		2024-09-19	Entente conclue en conciliation
WH Hospitality inc.[3]	Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'Hôtel Pur Québec (CSN)	Grève	2024-09-08	2024-08-08		Grève à durée indéterminée		Dossier en cours

3 : Négociation regroupée de 23 accréditations

4 : Négociation regroupée de deux accréditations

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-26

Titre :
Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Évolution du personnel régulier
ayant le corps d'emploi conciliateur/médiateur[1]

Conciliateur/médiateur	2024-2025 (au 22 janvier 2025)
Nombre de conciliateur/médiateur	29

[1] Données extraites du SAGIP à la paie 22 du 23 janvier 2025 (effectifs en lien d'emploi au 22 janvier 2025).

SOURCE : Direction générale des ressources humaines - MESS
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2025-02-24

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-27

Titre :
Évolution du nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Moyenne du nombre de dossiers traités par médiateur-conciliateur pour 2024-2025

	2024-2025[2]
Médiateurs-conciliateurs[1]	27
Dossiers traités[3]	765[4]
Dossiers par médiateur-conciliateur	28[4]

[1] Il s'agit du nombre de médiateurs-conciliateurs en fonction en date du 31 janvier 2025.
[2] Pour la période du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025.
[3] Il s'agit des dossiers conclus et des dossiers en cours.
[4] Il s'agit d'une donnée préliminaire. Le calcul a été arrondi.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques
Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2025-03-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-28

Titre :
Depuis décembre 2015, nombre de dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.

Exposé et statistiques :

En 2024-2025*, 1 dossier lié à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* a fait l'objet d'un suivi :

- 1 avis d'entente

* Données au 31 janvier 2025.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2025-03-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-29

Titre :
Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :

a. la nature ou l'objet du contrat ;
b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autres) ;
c. une copie du contrat ;
d. une copie du résultat ;
e. le coût du contrat.

Exposé et statistiques :

Référez-vous à la réponse de la question 6 des renseignements généraux.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/.

De plus, pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Ministère :
https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres/travail/acces-information#c188395

SOURCE : Bureau de la sous-ministre
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 19 février 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-30

Titre :
Liste des projets informatiques depuis 10 ans :
a) évolution des coûts pour chacun des dossiers ;
b) nombre de consultants externes et coûts associés ;
c) indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2024-2025), pour l'informatique et les technologies de l'information ;
d) préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du ITQ).

Exposé et statistiques :

a) et b) : Le ministère du Travail n'a aucun projet informatique qualifié pour l'étude de crédits 2024-2025.

c) et d) :
Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information [TI], pour la période du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025, s'élèvent à 3 123,2 k$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k$)	Interne	Externe	MCN	Total
Ministère du Travail	**11,1**	**3 111,3**	**0,8**	**3 123,2**

Pour la période du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025, les investissements s'élèvent à 143,7 k$ et détaillent comme suit :

Investissement (k$)	Interne	Externe	MCN	Total
Ministère du Travail	**0**	**132,2**	**11,5**	**143,7**

Les dépenses d'exploitation et d'investissements de la catégorie « Externe » (au total de 3 243,50 $) incluent les dépenses d'impartition du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale qui représentent 3 229,4 k$.

SOURCE : DBP – MESS
COLLABORATION : DGRFC-SCRFI et DGPRITN-DGAEGRIC – MESS
VALIDATION : DGRFC-SCRFI – MESS
DATE : 25 février 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-33

Titre :
Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Aucune somme n'a été dévolue au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations au cours de l'exercice 2024-2025.

Le rapport Charbonneau a donné lieu au projet de loi nº 152, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau, adopté par l'Assemblée nationale le 31 mai 2018.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre
COLLABORATION : S.O.
VALIDATION :
DATE : 11 février 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-37

Titre :
Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Aucune somme n'a été dévolue au suivi du rapport au cours de l'exercice 2024-2025.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre
COLLABORATION : S. O.
VALIDATION : S. O.
DATE : 11 février 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-39

Titre :
Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Exposé et statistiques :

En 2024-2025, aucune mesure ou somme n'a été engagée par le ministère du Travail pour prévenir et lutter spécifiquement contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 11 février 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-40

Titre :
Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail.

Exposé et statistiques :

La Loi visant à prévenir et à combattre le harcèlement psychologique et la violence à caractère sexuel est en vigueur depuis le 27 mars 2024. Certaines mesures de la loi sont entrées en vigueur progressivement.

Pour tout grief concernant du harcèlement et déféré après le 27 mars 2025 : l'arbitre doit avoir suivi une formation sur la violence à caractère sexuel, dont les conditions sont déterminées par le ministre du Travail, après consultation du Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre. Le 16 octobre 2024, un décret publié à la *Gazette officielle du Québec* stipulait que les personnes nommées au ministère de la Justice pour offrir de la formation et de l'accompagnement dans le cadre du mandat du Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale seraient autorisées à donner une formation. Cette formation comporte deux volets d'une durée de 3 heures chacun :

- le premier volet de cette formation porte sur les principaux concepts et enjeux relatifs à la violence à caractère sexuel ainsi que sur les mythes et les préjugés reliés à celle-ci;
- le deuxième volet de cette formation porte sur les caractéristiques propres aux personnes victimes de violence à caractère sexuel dans une perspective intersectionnelle ainsi que sur les bonnes pratiques et méthodes d'interaction avec ces personnes.

CNESST : Depuis le 27 septembre 2024 :

- L'employeur doit avoir mis à jour sa politique de prévention du harcèlement, notamment en indiquant le processus de prise en charge des situations, incluant les processus applicables en cas d'enquête.
- Des présomptions pour faciliter la reconnaissance d'une lésion professionnelle résultant de la violence à caractère sexuel sont ajoutées.
- Le délai pour produire une réclamation pour une lésion professionnelle résultant de la violence à caractère sexuel est passé de 6 mois à 2 ans.
- Le montant de l'indemnité de remplacement du revenu d'un travailleur étudiant à temps plein âgé de 18 ans ou moins au moment de sa lésion a été revu à la hausse à 17 fois le taux général du salaire minimum en vigueur au moment du versement de l'indemnité. La CNESST peut aussi tenir compte des revenus prévus dans le contrat de travail pour le calcul de l'indemnité.
- Des sanctions en cas d'infraction touchant la confidentialité du dossier d'une travailleuse ou d'un travailleur ont été introduites. Ces sanctions sont prévues pour l'employeur, la personne qu'il autorise et le professionnel ou la professionnelle de la santé qu'il désigne.

Juripop
En juin 2024, le versement à la Clinique juridique Juripop de 2,4 M$ sur une période de quatre ans a été annoncé afin de financer un service de conseils juridiques gratuits destiné aux personnes qui portent plainte pour harcèlement sexuel en milieu de travail ou qui déposent une réclamation liée à une lésion professionnelle découlant de ces actes.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques / Direction des études et de l'information sur le travail
COLLABORATION : Direction des politiques du travail
VALIDATION :
DATE : 2025-03-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-41

Titre :
Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.

Exposé et statistiques :

En 2024-2025, le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum n'a pas effectué d'analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum.

Concernant les sommes et les ETC dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques / Direction des études et de l'information sur le travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2025-02-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-43

Titre :
Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquez si le SCF a suggéré aux autres ministères et organismes impliqués dans le comité de produire une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.

Exposé et statistiques :

Il n'a pas été suggéré par le Secrétariat à la Condition féminine (SCF) de produire une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum.

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum présente certaines informations genrées :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/MCE/dossiers-soumis-conseil-ministres/24-25/2025-0007_air.pdf

Par exemple, elle prend en compte le nombre de femmes qui bénéficieront d'une hausse du salaire minimum, soit 118 400, ce qui correspond à 54,5 % de l'ensemble des salariés directement touchés par la hausse du 1er mai 2025, soit 217 400 personnes.

Concernant les sommes et les ETC dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques / Direction des études et de l'information sur le travail

VALIDATION :

DATE : 2025-02-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-47

Titre :
Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis cinq ans, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels. Si un avis est rendu public, la date est indiquée

2024-2025 – Avis demandés

- Avis du CCTM concernant la formation obligatoire des arbitres de griefs au Québec en vue de se conformer à la *Loi visant à prévenir et à combattre le harcèlement psychologique et la violence à caractère sexuel en milieu de travail*
  (Avis demandé le 14 mai 2024 et transmis le 26 juin 2024)

- Consultation du CCTM concernant la nomination d'un membre du Comité scientifique sur les maladies professionnelles (CSMP)
  (Avis demandé le 6 septembre 2024 et transmis le 16 septembre 2024)

- Consultation du CCTM concernant le contenu de la convention et de la recommandation sur les dangers biologiques dans le milieu de travail
  (Avis demandé par le MIRF le 11 septembre 2024 et transmis le 11 octobre 2024)

- Consultation du CCTM concernant la nomination de deux nouveaux membres du Tribunal administratif du travail (TAT), division des relations du travail
  (Avis demandé le 30 janvier 2025 et transmis le 18 février 2025)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2025-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-48

Titre :
Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des cinq dernières années et de celle en cours.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels. Si un avis est rendu public, la date est indiquée.

2024-2025

- Avis à l'initiative du CCTM concernant l'amélioration du Bureau d'évaluation médicale
  (Avis approuvé le 25 juin 2024 et transmis le 26 juin 2024)

- Avis à l'initiative du CCTM concernant les orientations visant à réduire les délais en matière d'arbitrage des griefs
  (Avis approuvé le 25 juin 2024 et transmis le 26 juin 2024)

- Avis à l'initiative du CCTM sur le suivi des recommandations concernant l'amélioration du Bureau d'évaluation médicale
  (Avis approuvé le 13 février 2025 et transmis le 18 février 2025)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2025-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-49

Titre :
Liste et copie des avis réalisés par le CCTM au cours des cinq dernières années en lien avec la modernisation du régime de santé et de sécurité du travail.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

Outre les consultations demandées prévues aux articles 233.2 et 348.4 de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, découlant de la *Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail*, le CCTM n'a produit aucun avis sur la question de la modernisation du régime de santé et de sécurité du travail en 2024-2025.

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2025-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-50

Titre :
Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des cinq dernières années. Fournir l'objet de la plainte.

Exposé et statistiques :

2024-2025
Plainte traitée : 0
Décision rendue : 0
Cas en délibéré : 0

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2025-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-52

Titre :
Liste des dépenses de fonctionnement par année depuis 10 ans.

Exposé et statistiques :

Liste des dépenses de fonctionnement du BEM pour 2024
(Année civile 1er janvier au 31 décembre)

Catégories de dépenses	Dépenses 2024
Services de transport, de communication et autres postes	131 167 $
Services professionnels et auxiliaires	3 919 364 $
Location de meubles	0 $
Location de biens immeubles	(8 458) $
Fournitures et équipements	83 926 $
Investissement	0 $
Total	**4 125 999$**

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale

COLLABORATION : Direction de l'expertise budgétaire et financière
Direction générale des ressources financières et contractuelles

VALIDATION : Direction de l'expertise budgétaire et financière
Direction générale des ressources financières et contractuelles

DATE : 2025-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-53

Titre :
Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis cinq ans et prévisions pour 2025-2026.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) n'a pas de bureaux régionaux.

Le BEM dispose de deux (2) bureaux avec personnel administratif et salles d'examen : l'un à Montréal et l'autre à Québec.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : **2025-02-25**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-54

Titre :
Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais de traitement au cours des cinq dernières années.

Exposé et statistiques :

Nombre d'avis produits au BEM

Année financière	Nombre d'avis médicaux
2024-2025[1]	7 191

[1] : En date du 31 janvier 2025

Délais de traitement moyens

Année financière	Délai moyen d'évaluation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2024-2025[1]	156,3	21,8	178,1

[1] : En date du 31 janvier 2025

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

DATE : 2025-043-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-55

Titre :
Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) ne compile aucune statistique au regard du nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2025-03-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-56

Titre :
Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Nombre de demandes reçues (avis demandés) au Bureau d'évaluation médicale (BEM), selon l'origine de la demande :

Données en date du 31 janvier 2025 :

Année Financière	CNESST	Employeur	Demandes conjointes CNESST et Employeur	Total
2024-2025	2 019	8 057	--	10 076
	20,04%	79,96%	--	100 %

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

DATE : 2025-03-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-57

Titre :
Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles* depuis cinq ans, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.

Exposé et statistiques :

Le BEM ne dispose pas des données concernant les honoraires versés par médecin et par spécialité.

Membres du BEM (2024-2025) – Ventilation par spécialité

Spécialités	Membres 2024-2025
Chirurgie buccale	Giguère, Michel
Chirurgie générale	Garneau, Pierre Y.
	Gosselin, Michel
	Marcotte, Éric
Chirurgie orthopédique	Beaumont Courteau, Maxime
	Boubez, Ghassan
	Carbery, Michael
	Caron, Marie-Josée
	Daoud, Hany
	Dehnade, Faramarze
	Desautels, Charles
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Fernandes, Julio C.
	Fournier, Karl
	Fournier-Gosselin, Simon
	Fraser, Myriam
	Gagnon, Sylvain
	Gaspard, Henry Servantes
	Godbout, Véronique
	Greenfield, Garry
	Jodoin, Alain
	Labelle, Hubert
	Mac, Thien Vu
	Mac-Thiong, Jean-Marc
	Magalhaes Grave, Marc-André
	Michaud, Guillaume
	Nault, Marie-Lyne
	Perron, Odette
	Sandman, Emilie
	Valériote, Josée
Chirurgie plastique	Bussières, Ariane
	Léveillé, André
	Pépin, Marie-Ève
Dermatologie	Houle, Marie-Claude

Médecine de famille	Drouin, Denis
	Grenier, David
	Laberge, Janick
	St-Gelais, Michaël
Médecine interne	Garneau, Pascale
Médecine interne générale	Tremblay, Vanessa
Microbiologie médicale et infectiologie	Kelly, Mirabelle
Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan
	Demers, Jacques
	Giguère, Jean-François
	Godoy Pimenta, Newton Jose
	Malak, Ramez
	Martel, Philippe
	McLelland, Hans
	Michaud, Yzabel
	Moumdjian, Robert A.
	Séguin, Mario
	Shedid, Daniel
	Turmel, André
	Yuh, Sung-Joo
Neurologie	Bernier, Jean-Pierre
	Masson, Hélène
Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.
	Mathieu-Millaire, Francine
	Robert, Marie-Claude
Oto-Rhino-Laryngologie/chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir
	Dufour-Fournier, Catherine
	Larivée, Yanick
Pharmacologie	Néron, Andrée
Psychiatrie	Calouche, Sonia
	Côté, Marie-Pierre
	Montreuil, Jean-François
	Primeau, François
	Saint-Aubin, Catherine
	St-André, Élise
	Turcotte, Maryse
	Turmel, France

Données en date du 31 janvier 2025.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale –
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion –
Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance
DATE : 2025-03-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-58

Titre :
Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Nombre d'avis produits par les membres du BEM, à la suite d'une évaluation du travailleur, entre le 1er avril 2024 et le 31 janvier 2025

Spécialités	Membres 2024-2025	Nb avis
Chirurgie buccale	Giguère, Michel	14
Chirurgie générale	Garneau, Pierre Y.	3
	Gosselin, Michel	24
	Marcotte, Éric	12
Chirurgie orthopédique	Beaumont Courteau, Maxime	58
	Boubez, Ghassan	-
	Carbery, Michael	19
	Caron, Marie-Josée	83
	Daoud, Hany	223
	Dehnade, Faramarze	162
	Desautels, Charles	48
	Duchesne, Robert	183
	Dufour, Marcel	187
	Fallaha, Michel	271
	Fernandes, Julio C.	-
	Fournier, Karl	342
	Fournier-Gosselin, Simon	215
	Fraser, Myriam	61
	Gagnon, Sylvain	74
	Gaspard, Henry Servantes	5
	Godbout, Véronique	10
	Greenfield, Garry	421
	Jodoin, Alain	172
	Labelle, Hubert	328
	Mac, Thien Vu	273
	Mac-Thiong, Jean-Marc	114
	Magalhaes Grave, Marc-André	68
	Michaud, Guillaume	53
	Nault, Marie-Lyne	5
	Perron, Odette	296
	Sandman, Emilie	3
	Valériote, Josée	17
Chirurgie plastique	Bussières, Ariane	15
	Léveillé, André	239
	Pépin, Marie-Ève	-
Dermatologie	Houle, Marie-Claude	7
Médecine de famille	Drouin, Denis	74
	Grenier, David	-

	Laberge, Janick	71
	St-Gelais, Michaël	26
Médecine interne	Garneau, Pascale	5
Médecine interne générale	Tremblay, Vanessa	9
Microbiologie médicale et infectiologie	Kelly, Mirabelle	1
Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan	-
	Demers, Jacques	357
	Giguère, Jean-François	305
	Godoy Pimenta, Newton Jose	97
	Malak, Ramez	131
	Martel, Philippe	19
	McLelland, Hans	171
	Michaud, Yzabel	188
	Moumdjian, Robert A.	283
	Séguin, Mario	97
	Shedid, Daniel	511
	Turmel, André	146
	Yuh, Sung-Joo	404
Neurologie	Bernier, Jean-Pierre	2
	Masson, Hélène	-
Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.	16
	Mathieu-Millaire, Francine	2
	Robert, Marie-Claude	4
Oto-Rhino-Laryngologie/chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir	20
	Dufour-Fournier, Catherine	27
	Larivée, Yanick	21
Pharmacologie	Néron, Andrée	8
Psychiatrie	Calouche, Sonia	2
	Côté, Marie-Pierre	98
	Montreuil, Jean-François	17
	Primeau, François	38
	Saint-Aubin, Catherine	6
	St-André, Élise	-
	Turcotte, Maryse	31
	Turmel, France	-

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance
DATE : 2025-03-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-60

Titre :
Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées depuis cinq ans, par année financière fournir les prévisions pour 2025-2026.

Exposé et statistiques :

La direction du Bureau d'évaluation médicale (BEM) ne comptabilise pas les heures travaillées par les membres. Le BEM répond aux demandes d'avis transmises par la CNESST.

Nombre de membres par spécialité

Spécialités	2024 - 2025
Chirurgie buccale	1
Chirurgie générale	3
Chirurgie orthopédique	28
Chirurgie plastique	3
Dermatologie	1
Médecine de famille	4
Médecine interne	1
Médecine interne générale	1
Microbiologie médicale et infectiologie	1
Neurochirurgie	13
Neurologie	2
Ophtalmologie	3
Oto-Rhino-Laryngologie/chirurgie cervico-faciale	3
Pharmacologie	1
Psychiatrie	8
Total	**73**

Données en date du 31 janvier 2025.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale – S. O.
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion – Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance
DATE : 2025-03-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

3RP-61

Titre :
Nombre d'avis demandés par la CNESST, même s'il n'y a pas de contestation, depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Année financière	Nombre de demandes de la CNESST pour obtenir un avis sans contestation
2024-2025	259

Donnée au 31 janvier 2025

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale –
COLLABORATION : S. O.
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion –
Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance
DATE : 2025-03-05